



15 novembre 2013

Travaux publics de guerre et d'après-guerre : administration, politiques et expertises autour d'un ministère civil mobilisé (1914-1929)

Colloque scientifique international organisé dans le cadre du LABex *Ecrire une histoire nouvelle de l'Europe*, porté par l'Irice UMR 8138 « identités, relations internationales et civilisations de l'Europe » (Universités Paris 1, Paris 4, CNRS), avec l'appui du Comité d'histoire du ministère de l'Égalité des territoires et du Logement et du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

19-20 juin 2014, Paris, Grande Arche de La Défense

Appel à communication

Le projet de colloque scientifique international s'inscrit dans le cadre de la commémoration de la Première Guerre mondiale.

Depuis le XIX^e siècle, le ministère des Travaux publics avait été une façon de structurer durablement l'État et de matérialiser la présence de la nation dans les territoires. Entre 1914 et 1918 et au cours des années 1920, ses chantiers et ses actions ont participé de façon significative à la construction et à la cicatrisation d'un État et d'une nation plongés dans ce que certains ont appelé une « guerre totale ». Depuis deux décennies, un courant important de l'historiographie de la Première Guerre mondiale interroge le conflit à l'aune de la notion des *cultures de guerre*. Cette approche tend à établir que l'empreinte de la guerre ne se limite pas aux aspects militaires mais qu'elle concerne aussi bien le front que la société de l'arrière. Elle montre que le conflit a imprégné le quotidien et les représentations des habitants des pays belligérants et qu'il s'en est nourri. Cette conception est devenue l'entrée fertile d'une compréhension globale de la guerre totale et de représentations pour la France comme pour d'autres pays belligérants.

L'objectif du colloque est de lire la trajectoire et l'action du ministère des Travaux publics durant la période à la lumière de ces réflexions, avec des comparaisons intéressantes avec ce qui s'est passé dans d'autres pays.

Les « travaux publics » s'inscrivent dans le contexte d'un « développement exubérant » de l'État et de compétences ministérielles mouvantes pour soutenir l'effort de guerre puis pour organiser la reconstruction. Dans les communications, il s'agira d'interroger à la fois l'administration centrale et ses relais territoriaux, les politiques mises en œuvre avec leurs objectifs et leurs perceptions ainsi que les expertises et cultures techniques. On prendra en compte le fait que le pouvoir ministériel était inséré dans un ensemble plus large de relations avec les acteurs et les représentants des intérêts publics et privés concernés par des activités bouleversées par le contexte de la guerre et de l'après-guerre.



Les principales activités visées sont les suivantes :

- Le contrôle de l'activité minière et l'importation de ressources énergétiques ;
- la réquisition des infrastructures et des services de transport ferroviaire, routier et maritime assurant la mobilité des personnes et des biens ;
- la contribution à l'industrialisation de la guerre ;
- la supervision de la poste et des réseaux de télécommunications ;
- la reconstruction d'un territoire et d'ouvrages d'art détruits ou endommagés par la guerre.

Toutes ces différentes attributions du ministère français des Travaux publics, souvent partagées avec d'autres administrations, assuraient une série de liens sensibles entre le front, l'arrière et les Alliés. Services territoriaux et civils, les ministères soutenaient les armées tout en participant à l'économie de guerre. Ces champs d'intervention étaient en prise directe avec les conditions de vie des Français durant le conflit. Des progrès techniques importants ont esquissé des traits durablement inscrits dans la société française par la suite avec des changements modifiant les comportements en matière de mobilité et d'usage de l'énergie.

Or les études sur les politiques publiques liées aux Travaux publics durant cette période sont restées étonnamment rares et dispersées, sans vue d'ensemble. Des thématiques telles que le déménagement puis le réaménagement du territoire, les rapports changeants entre les services militaires et civils, la création de nouvelles structures étatiques induite par la guerre puis par la reconstruction et marquée par des ministres techniciens comme Étienne Clémentel, Albert Thomas, Louis Loucheur, Marcel Sembat ou Albert Claveille seront au cœur du colloque. De même, l'engagement des personnels, de l'ingénieur au cantonnier, l'évolution des cultures techniques, l'industrialisation de la guerre puis la reconversion de l'économie de guerre vers le développement de nouvelles activités industrielles seront rappelés.

Enfin, une attention particulière sera portée aux communications proposant de rapporter le cas français aux cas d'autres pays belligérants, dans le cadre d'une histoire comparée ou d'une histoire transnationale croisée. La situation de conflit ainsi que les compétences ministérielles invitent à prendre en considération de multiples expressions étrangères des travaux publics de guerre, y compris sur le territoire national.]

La première journée portera sur la période de la guerre elle-même :

- L'administration mobilisée et mobilisatrice : le ministère des Travaux publics dans la guerre,
- Les enjeux des mobilités civiles et militaires en temps de guerre: innovations, pratiques, coordination.

La seconde journée couvrira une temporalité englobant les années 1920 :

- L'industrialisation d'un conflit : les défis socio-techniques d'une guerre totale,
- Avec la reconstruction, un nouveau paysage : du territoire à la mémoire



Les actes du colloque feront l'objet d'une publication dans la revue du Comité d'histoire des ministères de l'Égalité des territoires et du Logement, de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie ainsi que sur Internet.

Le Comité scientifique est composé de Alya Aglan-Wismann (professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR Irice LabEx EHNE), Pierre Chancerel (ATER à l'Université de Picardie-Jules Verne), Corine Defrance (directrice de recherche au CNRS, UMR Irice LabEx EHNE), Clotilde Druelle-Korn (maître de conférences en histoire contemporaine économique et sociale à l'Université de Limoges), Mathieu Flonneau (maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Paris 1 Panthéon –Sorbonne, UMR Irice LabEx EHNE, P2M), André Guillerme (professeur au Conservatoire national des Arts et Métiers), Léonard Laborie (chargé de recherche au CNRS, UMR Irice LabEx EHNE), Philippe Nivet (professeur d'histoire contemporaine et directeur de l'UFR d'histoire et de géographie à l'Université de Picardie Jules Verne), Arnaud Passalacqua (maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Paris-Diderot, P2M).

Les projets de communication (une page au maximum), accompagnés des titres, qualités et mentions des dernières publications des auteurs ainsi que de leurs coordonnées postales et électroniques, seront reçus jusqu'au 25 janvier 2014 à l'adresse suivante : contact.travauxpublics.publicworks.1914-2014@planete-tp-plus.com.

Pour toute question : contact.travaux-publics@i-carre.net